

Le chancelier allemand doit parler aujourd'hui. Quel sera son nouveau bluff?

COURRIER DE PARIS

LE DERNIER CHIC

Cette guerre crée des héros. Mais elle crée aussi des types.

Et, sans qu'il en coûte rien, on peut, à cette heure, en rencontrer un assez réussi : c'est le monsieur qui, pour une raison ou une autre, une autre le plus souvent, s'est trouvé en relations avec les amis anglais et prétend le prouver. Comme il est juste, il admire leur force neuve et leur résolution superbe : mais l'hommage le plus vraiment français qu'il pense pouvoir leur rendre, c'est de placer au hasard de leurs mots et d'en émailler le discours. Et c'est ainsi que nombre d'excellents Parisiens, et qui l'étaient hier au point de se vanter d'ignorer magnifiquement toute langue étrangère, maintenant croient mettre non seulement un devoir, mais une élégance encore, à britanniser ferme leurs paraboles et lieux-communs les plus chers.

Beaucoup de ces mots anglais, certes, ont ici déjà des états de loyal service. Il y a longtemps qu'on se l'a son club. Le business a sa réputation bien établie, si le home à la sienne. Le five o'clock règne, le select s'est vulgarisé et l'humour a voulu remplacer l'esprit, qui, paraît-il, avait la fâcheuse habitude ici de trop courir les rues. Mais il ne s'agit plus seulement de ces mots, nobles étrangers, qui n'ont pas d'équivalents. Et le langage à la mode, sans compter, prend de l'anglais tout ce qu'il peut : tremblez, Berlin !

C'est ainsi qu'ici, au cabaret, j'entends affirmer d'un vieux nayarin, bien à la façon de chez nous, qu'il était merveilleux « in deed ». Le moindre regard de femme devient aussitôt « beau-
tiful », variété que, montmartroise, la « girl » fleurit. Et quant au « very nice » c'est le grand genre. Sans compter le reste. Pauvre « high life », malheureux « all right », vous n'auriez si florissants ici, comme par privilège, vous voilà débordés de toutes parts, et combien vous donnent déjà des airs de vieux toutes ces acclimatations nouvelles ! Seul un Tristan Bernard pourra dire à la fois votre chagrin d'être ainsi éclipsés et cette curiosité d'aujourd'hui : non plus l'anglais, mais le français tel qu'on le parle.

J'ai hâte d'assurer que tout cela ne me gêne nullement. Il fut un temps déjà, très parisien pourtant, où il convenait de faire blanchir à Londres, et où on relevait sa culotte parce qu'il pleuvait sur le Strand. Voltaire lui-même croyait une anglomanie, et elle ne l'empêcha pas d'être Voltaire. La langue de Shakespeare est d'ailleurs celle aussi de Lloyd George. Et, s'il est un espoir, c'est bien que le même mot de la victoire, un même jour proche, retentisse sur les lèvres de Douglas Haig et de Pétain. Cependant, qu'on me pardonne de souffrir un peu, à tout cet anglais de fantaisie dont on se sera maintenant ici, comme certains personnages de Molière du *Malade*.

En réalité, voilà bien encore un de nos traits de caractère. Il en est, certes, d'apparence moins aimable, et on peut bien s'exprimer de même entre amis éprouvés, quand cette même aisance à naturaliser des mots étrangers, dans cette langue dont Rivarol célébrait l'universalité, allait hier jusqu'à nous faire adopter les germanismes du vainqueur. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a là une façon de snobisme et de singlerie qui me fait rêver au cas de tout Versailles voulant se faire opérer parce que le chirurgien Félix avait opéré Louis de la fistule, et qui, à l'occasion, donne un peu sur les nerfs...

Oui, on a beau se dire que toujours il y eut de ces infiltrations et qu'il suffisait jadis de la vogue d'un musicien ou d'un danseur accouru du dehors pour soi-disant enrichir la langue de Pascal, à certaines heures, cette sorte d'internationalisation des mots prend je ne sais quoi qui déshabille, avec une pointe de ridicule. On l'accepte, mais un peu comme un ménage irrégulier, ou on en sourit comme à une comédie imprévue ; mais, malgré soi, quelque jamais, on souhaiterait d'entendre parler comme le bec vous a poussé et l'on éprouve comme la sensation d'une infidélité commise.

C'est dans ces heures-là que vous semblez plus beau, d'ailleurs, précieux et cher que jamais, le simple et naturel français. Et n'ont-elles pas, aujourd'hui, précisément, sonné une fois de plus dans notre histoire ? Et n'est-il pas permis de ressentir une particulière fierté, de se croire même chic assez, en se servant simplement de ce français qui parle dans l'âme des poilus ? y compris, certes, tout ce qu'ils lui ont ajouté de nouveau, dans le pittoresque ou le subli-

L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8^e)

TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 43-45 à 43-46

APRÈS 21 HEURES : GUT. 76-83

Directeur

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS :

Paris 20 fr. 10 fr. 5 fr.

Départ 24 fr. 12 fr. 6 fr.

Etranger 30 fr. 15 fr. 9 fr.

LA BATAILLE EST ENGAGÉE DEVANT VERDUN

Nos troupes ont attaqué sur un front de 18 kilomètres et enlèvent d'importantes positions

4.000 PRISONNIERS SONT DÉJÀ DÉNOMBRÉS

Communiqués français

14 HEURES

En BELGIQUE, lutte d'artillerie assez violente dans la région au nord de BIXSCHOOTE.

En CHAMPAIGNE, nos batteries ont exécuté des tirs efficaces sur les organisations allemandes. Plusieurs incursions dans les lignes ennemis nous ont permis de ramener des prisonniers.

Sur les deux rives de la MEUSE, nos troupes se sont portées ce matin à l'attaque des positions allemandes avec une magnifique ardeur.

D'après nos premiers renseignements, la nouvelle bataille de VERDUN se développe à notre avantage sur un front de 18 kilomètres, du bois d'AVOCOURT au nord de BEZONVAUX. De nombreux prisonniers sont déjà ramenés à l'arrière. La bravoure de nos troupes est au-dessus de tout éloge.

Dans la région de BADONVILLER, nous avons aisément repoussé un coup de main ennemi. Assez grande activité d'artillerie en HAUTE-ALSACE.

23 HEURES

Sur le front au nord de VERDUN, nos troupes ont enlevé des deux côtés de la MEUSE les défenses ennemis sur un front de dix-huit kilomètres et sur une profondeur qui dépasse deux kilomètres en certains points.

Sur la rive gauche, nous tenons particulier le bois d'AVOCOURT, les deux sommets du MORT-HOMME, les bois des CORBEAUX et de CUMIÈRES. Sur la rive droite, nous avons enlevé la côte du TALOU, CHAMP, CHAMPNEUVILLE, la côte 344, la ferme de MORMONT, la côte 240, au nord de LOUVEMONT. A droite, nos troupes ont largement avancé dans le bois des FOSSES et dans le bois LE CHAUME. Le chiffre des prisonniers valides est supérieur à QUATRE MILLE.

Les Allemands ont violemment contre-attaqué au bois d'AVOCOURT, au MORT-HOMME et à la côte 344. Nos feux ont partout anéanti leurs efforts et leur ont infligé de lourdes pertes.

Notre aviation a pris une part brillante à la bataille, mitraillant à faible hauteur les rassemblements ennemis et contribuant ainsi à repousser les contre-attaques. Nos pilotes ont abattu onze avions allemands sur le front de l'armée. Deux autres appareils ennemis ont été descendus par nos canons spéciaux.

Canonnade intermittente sur le reste du front.



FRONT DE DÉPART DE L'ATTACQUE

NOS ALLIÉS ITALIENS ATTAQUENT ET REMPORTENT UN SUCCÈS SUR L'ISONZO

Plus de 1.500 prisonniers

Communiqué italien

LUNDI APRÈS-MIDI

La bataille est actuellement en cours sur le front des ALPES JULIENNES. Hier matin, après vingt-quatre heures de bombardement, pendant lesquelles notre artillerie a battu les positions ennemis avec une intensité toujours croissante, les masses de notre infanterie ont commencé à avancer vers les objectifs qui leur avaient été assignés.

Au nord de ANHOMO, après avoir brillamment surmonté les difficultés techniques et la résistance de l'ennemi, de nombreux ponts ont été jetés sur l'ISONZO, et nos troupes sont passées sur la rive gauche du fleuve.

Depuis Plava jusqu'à la mer, après avoir rapidement traversé la première ligne ennemie, complètement détruite, nos troupes ont fait pression sur l'adversaire, qui, se maintenant fortement, et soutenu par une nombreuse artillerie ainsi qu'une grande quantité de mitrailleuses, opposait une résistance désespérée.

Un total de 203 avions ont infatigablement concouru à la bataille, attaquant à plusieurs reprises, à coups de bombes et de mitrailleuses, les troupes massées sur l'arrière des positions ennemis.

L'action de l'infanterie continue vigoureusement pendant que l'artillerie poursuit avec énergie son œuvre de destruction.

Les pertes de l'adversaire sont très graves ; dès maintenant, le butin s'annonce comme très considérable ; quelques canons et beaucoup de mitrailleuses sont déjà entre nos mains. Jusqu'à hier soir, plus de SEPT MILLE CINQ GENTS SOLDATS ET UNE CENTAINE D'OFFICIERS ont déjà passé par nos camps de concentration.

Les Allemands s'attendaient à notre attaque sur les deux rives de la Meuse. Ils l'ont répété sur tout les tons. Ils ont exécuté, pour en être plus sûrs, le 17 août, une reconnaissance sur BEZONVAUX et le bois des CAURIÈRES à l'ouest, et, quoiqu'ils aient été rejetés le lendemain dans les éléments de notre première ligne dans lesquels ils avaient pu pénétrer, ils ont prétendu s'être parfaitement rendu compte de nos préparatifs.

Au surplus, la préparation d'artillerie indispensable avant tout assaut ne permet plus maintenant de procéder par surprise ; il faut en prendre son parti.

L'ennemi n'a donc pas été surpris ; malgré cela, il nous a laissé l'initiative, quitte plus tard à nier nos succès, en prétendant que nous n'aurions pu atteindre tel but imaginaire et grandiose qu'ils nous prêteront.

Cette initiative nous a largement réussi.

Voici d'abord le bois d'Avocourt, perché au commencement de cet étage.

Sur les deux sommets du Mort-Homme, ces fameuses cotes 285 et 286, dont on parlait tant au printemps de 1916, nos soldats ont paru de nouveau, s'étendant à droite jusqu'à dans les bois des Corbeaux et de Cumières.

Sur cette rive gauche de la Meuse, d'Avocourt à la rivière, on mesure quatorze kilomètres, sur lesquels nous avons avancé en moyenne de mille à quinze cents mètres.

Notre avance est encore plus sérieuse à l'est du cours d'eau. Nous sommes maîtres de la côte de Talou, que les Allemands prétendent nous avoir cédée gratuitement. Nous verrons combien ils risquent d'hommes pour essayer de la reprendre.

A la côte 344 et à la ferme Mormont, observatoires magnifiques qui dominent Samogneux et le couloir de la Meuse, nous avons accompli un bond de plus de deux mille cinq cents mètres.

En pénétrant dans les bois des Fosses et de Chaume, nous avons grandement élargi notre position de Bezonvaux.

Nous avons pris 4.000 ennemis au moins et demain nous chiffrerons le matériel enlevé.

Nous arrêterons-nous là pour cette fois, ou bien l'ennemi, désespéré, reculera-t-il davantage ? Qu'importe ! si ce n'est pas demain, ce sera forcément bientôt.

A elle seule, cette victoire ne suffit pas pour faire taire les mauvaises prophéties et dissiper les derniers malentendus ?

De Anhomo, sur l'Isonzo, à 3 kilomètres de Plava, jusqu'à la mer, les Italiens ont déclenché, dans la matinée du 19, une grande attaque, après vingt-quatre heures seulement de bombardement.

Le communiqué du général Cadorna ne nous dit pas jusqu'où nos alliés ont porté leur nouvelle ligne, mais le nombre de 7.500 prisonniers déjà décomptés nous fait augurer une brillante victoire.

Général Verraux

Comment les Allemands expliquent leur défaite

Commentique allemand du 20 août, 14 heures. — Armées du kronprinz : La bataille de Verdun a commencé ce matin de bonne heure, sur les deux rives de la Meuse, depuis le bois d'Avocourt jusqu'au bois des Caurières (23 kil.), par de fortes attaques françaises. La lutte d'artillerie a duré toute la journée et s'est prolongée sans interruption pendant la nuit, avec une extrême violence. Ce matin, le feu roule le plus intense a précédé l'attaque de l'infanterie. Les Français ont occupé sans combat la côte de Talon, qui avait été abandonnée comme ligne de défense depuis le mois de mars de cette année et n'était plus tenue que par des postes. Ceux-ci ont été refoulés méthodiquement et sans que l'ennemi nous ait inquiétés, au cours de la journée d'hier. Sur tous les autres points de ce large front de bataille, la lutte bat son plein.

Les Conseils généraux

Hier s'est ouverte dans toute la France la session des conseils généraux. Voici, parmi les dépêches qui nous sont parvenues hier soir concernant la séance d'ouverture des différentes assemblées départementales, celles qui sont particulièrement intéressantes :

Bar-le-Duc, 20 août. — M. Maginot, ministre des colonies, a été réélu président du Conseil général de la Meuse. A la séance d'ouverture de l'assemblée, il a prononcé un discours où il a dit notamment :

La paix, certes, on conçoit qu'on y aspire après trois années de souffrances, de sacrifices et de deuils qui vont s'ajoutant les uns aux autres. C'est humain, et quelle que soit la vaillance d'un peuple, on ne doit pas s'étonner que la fin d'une aussi longue épreuve lui apparaisse comme une délivrance. Mais encore faut-il que cette délivrance puisse être réelle, que, la guerre finie, il soit vraiment possible de vivre dans la liberté et que l'affreux cauchemar ne puisse recommencer demain. La paix, en effet, ne peut valoir que par ce qu'elle apporte et, en posant ce principe, c'est l'avenir qu'il faut considérer bien plus que le présent.

M. Maginot déclare ensuite que nulle paix n'est possible si l'Alsace et la Lorraine nous sont pas restituées et si les dommages et les ruines accumulées sur notre territoire ne sont pas réparés par ceux qui en ont été les auteurs volontaires. Et le ministre a terminé en disant :

Une paix qui ne nous assurerait pas cela nous délivrerait peut-être momentanément de la guerre, mais nous ferait par la suite une existence qui ne vaudrait pas la peine d'être vécue. Voilà ce qu'il faut se dire aux heures de flétrissement, voilà ce qu'il faut dire avec fermeté à ce pays, qui ne manquerait pas d'ailleurs de nous juger sévèrement demain s'il pouvait nous reprocher de l'avoir, dans un instant de faiblesse, laissé frustrer du prix de sa magnifique vaillance.

Pau, 20 août. — A la séance d'ouverture du Conseil général, M. Barthou a prononcé un discours dans lequel il a parlé de l'effort nécessaire pour la victoire.

Il faut, a-t-il dit, que chacun à sa place, dans la mesure de ses aptitudes et de ses moyens, fasse plus que son devoir pour être sûr d'avoir fait tout son devoir : les soldats héroïques nous donnent l'exemple ; ils tombent, ils souffrent, ils espèrent. Les soldats de la France sont dignes d'elle. Ayons la volonté d'être dignes d'eux. Si nous aspirons à la paix, ne lui sacrifices pas nos destines, la sécurité et l'honneur du pays. Nous sommes une génération qui passe et nous avons la charge de la France. La lutte n'est pas finie.

Mais nous laissons pas détourner de cette rude lutte par des invitations dont ne s'accommode pas notre honneur. N'actions même pas les voix les plus hautes, si elles font la part égale aux bandits et aux héros, aux bourreaux et aux victimes.

Grenoble, 20 août. — M. Antonin Dubost, président du Sénat, a ouvert la séance du Conseil général de l'Isère et prononcé que dans le discours dont voici le principal passage :

Par l'extrême sévérité de son organisation, par la fertilité de ses expédiés, l'Allemagne est capable d'imprimer à la guerre des directions inattendues et de jeter soudain des nouveaux poids dans la balance des forces. Le désordre russe, la guerre sous-marine, la campagne pacifique sont ses expédiés les plus récents. A mesure que nous en paralysons les effets d'une manière partisane dispersive ou tardive, sa forte concentration de la dynastie, de l'armée, de la diplomatie et de la police est en travail de quelque machination nouvelle.

Il faut donc durer, mais durer dans la veille et non le sommeil, dans le renouvellement et non l'immobilité.

Carnet du ravitaillement

L'arbitraire et le chocolat

Voici donc le chocolat taxé quant à son prix, et réglementé quant à sa composition. C'est excellent pour le consommateur et la mesure est des plus louables.

Quel dommage pourtant que nos dirigeants ne puissent rien faire qui ne soit encadré d'arbitraire !

Il fallait une sanction à cet arrêté de M. Viollette. Comme la loi n'en fournit aucun et comme la cour de Poitiers vient d'avoir le courage de déclarer qu'aucune peine n'est légalement applicable aux boulangers contrevenant aux innombrables décrets sur le pain, notre grand ravitailleur a trouvé un expédient.

Les chocolatiers réfractaires ne seront pas traduits devant les tribunaux qui risqueraient désormais de les renvoyer absous. Ils seront jugés par une commission spéciale (vraiment oui, très spéciale) composée de dix membres, dont trois seront désignés par le ministre et trois par la chambre syndicale des fabricants de chocolat. Ce tribunal signalera le contrevenant au ministre et celui-ci lui supprimera, s'il le juge bon, toute fourniture de sucre ou l'autorisation d'importer du cacao.

Le procédé est évidemment ingénieux. Mais on peut se demander avec inquiétude où s'arrêtera la fantaisie des pouvoirs publics.

Il n'est plus chez eux aucun souci de légalité. La censure en était déjà un exemple flagrant. Diverses mesures concernant le gaz ou l'électricité, la fermeture des magasins, la vente du pain frais, etc., etc., ont continué la série.

Si la loi est devenue un accessoire encombrant, il vaudrait peut-être mieux s'en passer tout à fait. On économiserait du moins le temps qu'on met à la voter et les divers frais qu'entraîne l'existence d'un Parlement. — L'ARTISAN.

L'AFFAIRE ALMEREYDA

De l'enquête il ressort qu'Almerryda est arrivé à la prison de Fresnes chaussé de bottines à tiges montantes, avec des lacets en fil. La strangulation a été obtenue par les deux lacets ajoutés bout à bout.

Tels sont les points de fait aujourd'hui accusés.

On annonce, d'autre part, que Mme Almerryda va se porter partie civile, tant en son nom qu'en nom de son fils.

Enfin, malgré l'intérêt qu'on aurait à la connaître, la qualification de la prévention dirigée contre Almerryda est encore inconnue.

Si c'est vrai, comme on l'affirmait hier, que sa participation dans l'affaire Duval ne l'exposait qu'à une peine éventuelle d'un à cinq ans de prison, la version du suicide, pour n'être nullement exclue, n'en sera pas plus facilement admise.

Hors-d'œuvre

Le cœur a ses raisons...

J'ai reçu pas mal de lettres à la suite d'un article où je constatais les succès féminins remportés par nos alliés anglais, canadiens, anacs et américains.

Des dames m'ont écrit :

« Ce n'est pas vrai... Ce ne sont pas des Parisiennes, ce ne sont pas des Françaises qui se tiennent aussi mal. »

Argument sentimental, analogue à celui par lequel nous traitons de Boche le monsieur qui a mis tous les torts de son côté en n'étant pas de notre avis.

Mais voici une lettre qui donne aux faiblesses des Parisiennes envers nos amis (à supposer que les Parisiennes aient des faiblesses) une raison, ou du moins une excuse :

Il existe, monsieur, entre les armées alliées et la nôtre, quelques différences perceptibles à l'œil d'une femme.

« L'officier britannique s'efforce de faire du soldat un gentleman. Les mots « smart » et « smartness » reviennent dans toutes les circulaires. Par sa tenue extérieure, par sa correction, Tommy est un monsieur. »

« La première division américaine arrivée en France a voyagé d'El Paso à New-York (quatre jours et quatre nuits) en sleeping car ; le simple soldat a une couchette comme le général.

« En France, au contraire, nous estimons que tout ce qu'il y a de plus mauvais, de plus mal fichu, de plus toquard, est assez bon pour le soldat. On se désinteresse de son éducation, de son confort, de sa toilette ; on ne lui distribue ni brosse à dents, ni brosse à cheveux, ni rasoir. »

« Aussi Tommy a-t-il peu de mérite à briller davantage. »

« Oui... J'ai vu hier un groupe de poilus français croiser une bande de « tommy ».

Sans doute, les Français avaient l'œil plus éveillé et infiniment plus de personnalité dans la physionomie.

Mais les autres étaient bien habillés, les autres étaient propres.

C'est une question dont la portée dépasse même celle de la guerre...

Car on peut se demander si le poilu dont l'éducation a été à ce point négligée pendant la guerre ne sera pas handicapé plus tard vis-à-vis des étrangers qui, pendant ce temps, ont reçu des soins physiques et une culture morale. On peut même se demander si, dans la lutte commerciale qui succédera à la lutte des armes, le Français sera « à la page »...

Le triomphe du protocole

S. M. le roi d'Angleterre a envoyé un télégramme à M. Poincaré à l'occasion de son anniversaire.

Sur quarante millions de Français, combien savent que notre président de la République est né le 18 août ?

C'est un renseignement qu'on ne trouve dans aucun dictionnaire. Seul un Gotha bien à jour a pu le fournir... Seul George V a pu offrir ses souhaits au

— — —

G. de LA FOUCARDIÈRE.

chef de l'Etat français avec cette exactitude qui est la politesse des rois.

Histoires de chasseurs

On trouve dans tous les journaux bien informés la touchante histoire suivante, histoire pleine d'intérêt, mais dénuée de précision :

LE PÈRE, LA MÈRE ET LE FILS SE BATTENT DANS LE MÊME BATAILLON

On a trouvé, au milieu des hommes d'un bataillon de chasseurs à pied, une femme et un jeune garçon de quatorze ans. Enquête faite, c'étaient la femme et le fils d'un chasseur, qui n'avaient trouvé rien de mieux pour n'être pas séparés de lui.

Tous deux, la femme et le jeune homme, faisaient le coup de feu dans la tranchée comme de simples poilus. Le plus poignant de l'histoire, c'est que cela dura depuis cinq mois sans que l'autorité supérieure en ait eu connaissance.

Faut-il croire sans réserves ?

Ce serait bien fâcheux pour la discipline dans l'armée française.

Mais rassurons-nous... Les histoires de chasseurs sont toujours un peu exagérées.

Oh ! oh !

Un de nos confrères, ordinairement très respectueux envers les pouvoirs publics, fait précéder le récit d'une cérémonie métallurgique de ce titre et de ce sous-titre :

LE PLUS PUSSANT HAUT-FOURNEAU DE FRANCE
M. Albert Thomas à Caen

N'exagérons rien.

Faire-part

Dans la petite commune d'Orly, une famille était, depuis trente mois, sans nouvelles d'un soldat marié et père de trois enfants, dont l'aîné est âgé de huit ans.

Vainement des démarches réitérées furent faites au dépôt du disparu et près des bureaux du ministère de la guerre. Aucune nouvelle ne put être donnée.

Or, le dimanche 12 août, le garde-champêtre de la commune d'Orly apporta à la mère du soldat, sans autre explication, un paquet contenant le livret militaire de son fils, son porte-monnaie, une paire de ciseaux, quelques cartes et quelques autres objets déchirés et tachés de sang.

Le paquet, depuis trente mois, se promenait à travers les bureaux.

La mère n'a pas reçu d'autre avis de la mort de son fils.

UN GRAND BLESSÉ

Sous ce titre Un grand blessé Mlle Jehanne d'Orliac publie aujourd'hui (chez Flammarion) un poignant, angoissant et très émouvant roman.

Dans Un grand blessé, Mlle Jehanne d'Orliac analyse, avec infiniment de talent et de pénétration, psychologique, un nouvel héros, non celui qui fait mourir bravement, mais celui qui force à vivre, alors qu'il toute raison de vivre parabolique.

Le « grand blessé » est un de ceux dont la guerre a mutilé le corps et brisé le cœur. Artiste, il ne peut plus exercer son art ; amoureux, il ne retrouve plus, au retour, l'objet de sa ferveur.

C'est une très belle œuvre.

Est-ce bien un suicide ?

Le maître Saint-Saëns, à qui rien d'humain n'est étranger, a adressé à M. Cuisset-Carnot la lettre suivante :

Chez monsieur, vous avez témoigné le désir qu'un de vos lecteurs vous signalât des cas où des oiseaux auraient préféré la mort à la vie.

Je puis vous en citer un.

Il s'agit d'un moineau que l'on avait capturé et qui ne pouvait s'habituer à la

C. A. P.

CONSCIENCE INQUIÈTE



— Vous avez vu cet arrêté contre les spéculateurs ?

— Nous ne sommes pas des spéculateurs : nous sommes des commerçants.

L'ŒUVRE militaire

Tous les paludéens aux champs

Un médecin qui s'est spécialisé dans l'étude du paludisme m'adresse la note que voici :

Un soldat rentre en France après dix-huit mois de campagne dans la vallée du Vardar : il est paludéen ; c'est même pour cette raison qu'il est rapatrié. Il a fait un premier séjour de cinq semaines à l'hôpital de Salonique ; il en fait un second d'une quinzaine de jours à Marseille ou à Toulon, en descendant de Bateau, puis il part chez lui en convalescence d'un mois, au maximum.

Anémisé, affaibli, au début il ne peut se livrer à aucun travail agricole sérieux, la fatigue faisant vite renâcler les accès. Pourtant, au bout de ce premier mois, il est mieux, les forces reviennent avec l'appétit, il travaille un peu : cet homme se remettrait complètement, et il le sent bien, s'il continuait de vivre au grand air des champs.

Mais il doit rentrer au dépôt ; sa convalescence est terminée. Auxiliaire ou service armé, il y mène une vie déprimante : l'« ordinaire » ne convient ni à son foie ni à son estomac ; la chambrière ou l'atelier aggravaient son anémie ; la manœuvre ou l'exercice lui enlevaient en huit jours ce qu'il avait gagné de force : fatigusement il aboutit au nouvel accès, un mois, avec un autre mois de convalescence, aussi inutile que le précédent.

Et ce sera ainsi jusqu'à la fin de la guerre. Car c'est ainsi depuis déjà un an que les paludéens reviennent de notre armée d'orient, et il ne semble pas que l'administration militaire envisage d'autre solution au mal paludéen que ce cycle pernicieux. Notez que chaque dépôt, dont les corps ont fourni du renfort à l'armée d'Orient, renferme en moyenne de 50 à 200 paludéens ; que ces paludéens ont reçu dans les hôpitaux tous les soins médicamenteux et autres qu'exigeait leur état : quinine, arsenic, fer sous toutes les formes et par toutes les voies, et qu'en dépit des méthodes, des ponctifs et de la science, ces malheureux restent des infirmes, sujets à de multiples réchutes qui empoisonnent leur vie, parce qu'on n'a pas osé prendre la seule décision qui convenait pour aboutir à la guérison, à savoir : la vie aux champs par la réforme temporaire. Et, pour n'avoir pas osé cette réforme temporaire, on a perdu des centaines de milliers de journées de travail agricole, qui auraient pu fournir en parachevant leur guérison ; on a encombré les dépôts de non-valeurs et occupé en pure perte des milliers et des milliers de lits d'hôpital ; on a gâché des tonnes de quinine et gaspillé du matériel et du personnel hospitalier.

Car on ne se laissera pas de le répéter et de le crier : c'est aux champs que le paludéen peut achever de guérir ; et c'est là qu'il faut l'envoyer jusqu'à guérison ; c'est l'air seul des champs qui lui refera des globules et de la force, et c'est cet air-là qu'il faut l'envoyer respirer aussi longtemps que l'exigera son état.

Surveillé de près par des médecins inspecteurs compétents, il pourrait sans inconvenients mener sa vie de cultivateur du temps de paix, et les plus jeunes pourraient être reversés dans leur arme primitive et faire de nouveau campagne sur le front français, après trois, six mois ou un an de vie agricole. Tout le monde y trouverait son compte : le paludéen qui serait guéri, le dépôt du corps qui récupérerait vraiment des hommes, des soldats, et non pas des fantômes comme en ce moment ; le service de santé qui ferait l'économie de milliers de journées d'hôpital ; la nation, enfin, qui n'aurait pas à verser les secours, gratifications ou pensions qu'entraînerait inévitablement les malades chroniques contractés en service.

La mesure préconisée par notre correspondant semble en effet la seule vraiment rationnelle et profitable en ce qui concerne les paludéens. Nous soumettons cette excellente idée au sous-secrétaire d'Etat du service de santé.

Contre le baccalauréat

Donc les professeurs de la Faculté des Sciences de l'Université de Paris, qui compte des savants tels que Lippmann, Picard, Appell, Delage, Bonnier, Dastre, Haller, Wallerant, Painlevé, Le Chatelier, Borel, Jean Perrin, Matruhot, Cotton, Puisieux, etc., etc., viennent de se réunir, et ils ont, sous une forme très courtoise, déclaré à peu près ceci :

Nous en avons assez de perdre notre temps à faire passer le baccalauréat. Ce n'est pas notre métier. Nos laboratoires nous réclament. Nous devons, vis-à-vis du pays, consacrer notre force et nos trop courtes heures de travail et de vie à des besognes nationales plus utiles.

Nous applaudissons.

Et quoi ! les Universités apparaissent jadis, aux bons bourgeois, comme des fabriques à produire des bacheliers, et je ne niera pas que certains professeurs d'Universités, qui n'avaient jamais entrepris des recherches personnelles, ni formé des étudiants aux méthodes de ces recherches, n'eussent des conceptions analogues. Mais ces temps sont révolus. Les Universités doivent être des écoles d'apprentissage pour ce noble et difficile métier qu'est le travail scientifique, l'avancement de la science : sinon, elles n'ont aucune raison d'être.

Si l'on s'imagine ce qu'est un laboratoire de recherches dirigé par un Pasteur ou un Berthelot — ne parlons que des morts — et quelle activité maître et disciples y déployent dans la fièvre d'une année qui s'achève, on devra être épouvanté que le chef, l'esprit directeur de cette maison de science, soit contraint, en juin et juillet, d'abandonner sa grande œuvre pour aller surveiller ou corriger des épreuves d'enseignement secondaire. Outre qu'il est souvent mal préparé à juger, selon la vraie norme moyenne, des collégiens ou lycéens, il quitte sa tâche essentielle pour une autre qui, en toute vérité, n'est pas la sienne.

Aussi bien, dans ces dernières années, les professeurs de l'enseignement secondaire ont été introduits, de plus en plus nombreux, dans les jurys des divers baccalauréats. C'est justice et c'est sagesse. Ils sont là à leur place.

Ils y sont d'autant mieux que le personnel enseignant de tout notre enseignement secondaire, officiel ou libre, constitue, par sa valeur intellectuelle, par sa formation pédagogique et par son dévouement extrême, l'une des plus indiscutables supériorités de la France.

Appartenant moi-même à l'enseignement supérieur, je puis déclarer, en toute sincérité que, s'il est d'autres pays dont le haut personnel universitaire soit comparable au nôtre ou dont les instituteurs et institutrices primaires rivalisent avec les nôtres (ce qui est déjà malaisé) en valeur et en valeur, il n'existe pas un seul Etat au monde dans lequel les professeurs de collèges et de lycées aient une vigueur intellectuelle et une richesse de pensée comparables à celles de nos professeurs français.

Or, ce sont eux qui connaissent les élèves de l'enseignement secondaire ; ce sont eux qui doivent les juger.

Lorsqu'on objecte, comme on vient de le faire aux professeurs de la Faculté des Sciences, que le baccalauréat est le premier des vieux grades traditionnels conférés par les Universités (1^{er} baccalauréat ; 2^{me} licence ; 3^{me} doctorat), on confond les baccalauréats d'Universités (comme ceux de la Faculté de droit) avec le baccalauréat courant, qui est tout simplement l'examen terminal des études secondaires.

Il est cela. Il ne doit être que cela.

En vertu de cette définition même, il doit être réformé. S'il est un certificat d'études secondaires, qu'on en di-

minue les aléas et qu'on en simplifie les modalités.

Il est des sessions de baccalauréat dans lesquelles le nombre des refus atteint 60, 65 ou même 70 pour cent. Le bon sens français est là pour dire que c'est absurde.

Où l'enseignement donné est mauvais, ou l'examen qui le termine et qui doit le couronner ne correspond pas à l'enseignement.

C'est un dilemme sur lequel il importe d'insister. De pareilles proportions de refus sont de la condamnation de l'enseignement ou la condamnation de l'examen.

Il n'est pas admissible que tant de forces et tant de temps soient consacrés par un personnel d'élite à faire faire, durant sept et huit ans, des études secondaires aux enfants de la bourgeoisie française, et que tout cet effort aboutisse à des examens auxquels sont seulement reçus deux ou trois cinquièmes de ceux qui s'y présentent.

Si les études étaient normalement organisées et si l'examen et le certificat étaient le couronnement normal, si une élimination sérieuse se faisait à l'entrée de chaque classe et si l'on se débarrassait ainsi progressivement des incapables ou des rétifs, je pose en principe que le nombre des reçus devrait être égal au moins à 85 ou 90 pour cent.

Qu'on y réfléchisse. Encore une fois c'est une question de bon sens. Le temps presse. Demain commenceront l'après-guerre qui devra être jalouse de mieux sauvegarder et diriger toutes les forces jeunes.

Or si une machine quelconque, meule ou presse, donnait des rendements aussi ridicules que nos baccalauréats, quel est l'industriel ou le paysan qui préférerait y renoncer et tenir du nouveau ?

Jean Brunhes,
professeur au Collège de France

L'anniversaire de la naissance de La Fayette

Le président du Conseil municipal a été informé par le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, que le maire de Philadelphie venait, au nom des habitants de cette ville, de faire remettre à l'ambassadeur de la République à Washington une réplique du drapeau américain, brodé spécialement et qui doit être hissé sur l'Indépendance Hall, le 6 septembre prochain, jour anniversaire de la naissance de La Fayette. Ces deux drapeaux ont été confectionnés dans la maison historique où Belesy Ross broda le premier emblème américain, et en sont l'interprétation exacte. Les treize étoiles représentant les treize Etats de l'époque, ont été brodées par six petites Françaises et sept petites Américaines.

M. Jusserand a suggéré que cet emblème flottât le 6 septembre sur l'Hôtel de Ville de Paris où, « le lendemain de la prise de la Bastille, La Fayette, au comble de la popularité, a été proclamé commandant en chef de la garde nationale ».

M. le président du Conseil des ministres a demandé au président du Conseil municipal de lui faire connaître si la suggestion de M. Jusserand rencontrait l'assentiment du Conseil municipal.

Le Bureau s'est réuni hier et, à l'unanimité, a décidé d'accueillir la proposition dont il était saisi. Le drapeau américain offert par M. le maire de Philadelphie flottera le 6 septembre sur l'Hôtel de Ville.

Conduites intérieures et Torpédos Turcat-Méry et Lorraine-Diétrich, état neuf, à vendre.

GUYONNET et ROUGIER
10, r. de Cormeille, Levallois. Tél. Wagram 62-40.

BACCALAUREATS, BREVETS, Licences, Professeurs, 4^{me} Ecoles, Fonctions Publiques, Prép. chez soi, Programmes et Régulations, VERSOULE, par Gratuets, que Chardin

ÉCOLE UNI CORRESPONDANCE le Paris

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

Feuilleton de L'ŒUVRE

du mardi 21 août 1917. — N° 33.

LA TERRE NATALE
PAR VICTOR MARGUERITTE

TROISIÈME PARTIE

(Suite)

Et braquant son appareil comme un pistolet, il pressa le déclencheur.

Pan ! dit Pablo, vous êtes prises.

Les mères les envieront. Ils se laisseront vivre au fil lumineux des minutes. L'angoisse des vieux, la gravité de l'heure ne pesaient pas à leur étourderie. Ils concevaient bien tout ce que le présent avait de tragique, et le lendemain, d'inconnu. Mais, tant que les dés n'étaient pas jetés, ils ne se jugeaient pas la partie perdue ; ils ne s'y sentaient pas même pas personnellement engagés. Les résolutions qui dormaient en eux naîtraient, non de leurs réflexions, mais de leur instinct. Aucun d'eux ne s'était dit encore : « Qu'est-ce que je ferai ? » Deux mois séparaient Jean de l'instant de l'appel. Et rien ne semblait, dans ce drame, assigner un rôle à Pablo...

Plus qu'eux, dont récemment l'adolescence avait été mêlée davantage à la vie de Bois-Doré, à ces sites de leurs rêveries et de leurs jeux, Alice avait ressenti l'émotion du pèlerinage. Elle s'était agenouillée à toutes les stations du chemin du souvenir. Ici, dans le buis épais des parterres, Nanou avait semé les œufs colorés qu'on cherchait, qu'on trouvait avec des cris de joie, le matin de Pâques, tandis que dans le ciel léger les cloches s'en revenaient de

Rome, avec leurs carillons. On écarquillait les yeux. Elles volaient trop haut !... Là, sous les marronniers, où Pablo dénichait une couvée de merles, quelle peur il leur avait faite, en dégringolant avec une branche cassée !... La mousse et les fougères avaient envahi le banc où tous trois ils laisaient, en croquant des noisettes, les aventures des héros de Jules Verne. Et le frêne où ils avaient gravé leurs initiales, avec le canif de Jean ! L'écorce avait repoussé, cicatrisé noire, déformant les lettres. Jacqueline de Nerfeuil, autant qu'Alice, se passionnait à cette évocation. Elle eût voulu que son nom fut entrelacé avec celui qui, peu à peu, disparaissait à elle. Elle éprouvait un sentiment si vif qu'il s'étendait sur le passé, en même temps qu'il s'effravait, obscurément, de l'avenir. Flamme précaire où se consumait délicieusement la minute présente. A trente-sept ans, elle aimait pour la première fois. Printemps, été, automne, toute l'explosion tardive d'un feu longtemps couvé.

— Si l'on remontait ? proposa Elmira. Lucien et Pedro doivent être rentrés, et nous attendre...

On s'achemina, d'un pas désœuvré, vers le château. La préoccupation visible de Mme Miron assombrait d'un sérieux soudain toutes les pensées. Alice, aussi, s'enquit des décisions. Adélia la mettait au courant :

— Ton père et ta mère ont résolu de rester. Nous en ferons autant, naturellement. Pedro et moi. Vous, c'est-à-dire moi, John, Pablo et Jean, vous allez sans doute repartir, ce soir ou demain matin, on va voir...

— Repartir ? Et pour où ?
— Mais... Villerville... En attendant ce que ton mari résoudra. La villa est à votre disposition, tant qu'il vous plaira...

— Et moi, mère ? dit Pablo.
— Toi ?...

Elle déclara, sans hésitation, car pas plus

L'ŒUVRE des Clartés

ON LIRA CE MATIN :

La victoire de Verdun

Pendant que tous les regards sont braqués sur le champ de bataille des Flandres, brusquement, et sans crier gare, l'armée de Verdun sort de ses tranchées et tombe sur les Allemands. Retournons-nous vers ces braves gens pour les applaudir.

Mais attention ! Un peu de silence, s'il vous plaît. Hervé (*Victoire*) a deux mots à dire :

Peut-on prier nos pessimistes et nos semeurs de panique de ne pas recommander, pendant cette nouvelle offensive, le beau travail qu'ils ont accompli dans les premières heures de notre offensive d'avril, du côté de Craonne ? Peut-on les supplier de ne pas recommander à mettre en circulation des chiffres de morts et de blessés triples et quadruples des chiffres réels ? Voulez-vous, cette fois, s'abstenir de démolir l'humanité, reconnaître les droits de celle-ci et supposer qu'on leur donne satisfaction.

Mais, après s'être agenouillé, le pape se relèvera-t-il pour désigner d'un doigt venger l'auteur de tant de crimes ? C'est là que nous l'attendons.

Nous l'attendrons longtemps si M. G. Brouillet, du *Radical*, ne s'abstient point, car, selon lui, le geste du pape s'accorde trop bien avec l'attitude prise par Michaelis.

M. Michaelis est venu sur le devant de la scène affirmer très solennellement qu'il n'était pas dans ses intentions d'user actuellement de cette porte de sortie et qu'il réclamerait avec toute l'Allemagne une paix très honnête avec des frontières élargies et des garanties économiques. Mais il s'est gardé prudemment de condamner la porte ou même de la verrouiller.

Et voici que mule du pape apparaît au bas et la maintient entre-bâillée, ce pendant que Bénot XV remet au chancelier un document à propos duquel, tout à l'heure, lui, docteur Michaelis, balancera des périodes au travers desquelles nous comprendrons que l'initiative du pape ne lui paraît pas désagréable.

Et le pape pèsera les mots de Michaelis, les rapprochera de la réponse de l'Entente, et il aura ainsi l'illusion de jouer le rôle de médiateur. Pour cela, bien des conditions sont encore nécessaires qu'il remplit peu à peu :

Jusqu'ici il ne s'était répandu dans ses hommages sur la paix qu'en formules vagues, où il déplorait le crime de la guerre. Bien entendu, pas une parole de reproche à l'égard des criminels qui l'avaient volontairement déclarée et qui la menaient par des moyens atroces.

Mainenant, il serre d'un peu plus près le problème. Il parle de la Belgique et des pays en vain. Il en demande l'évacuation.

Encore un coup des armées anglo-françaises et il parlera de l'Alsace-Lorraine et de bien autre chose.

La puissance de notre canon a rendu la paix au pape. Elle le rendra bientôt tout à fait éloquent.

Et c'est pourquoi nous demandons qu'il ne soit point découragé dans ses efforts pour devenir l'émule de Léon-le-Grand, qui fut converti, pour un instant, à la raison et à la sagesse, le prédecesseur de Guillaume II, Attila la.

Voilà donc le *Radical* qui demande qu'on ne décourage pas le pape. C'est de l'union sacrée, ou je ne m'y connais pas.

Les conditions de paix de l'Allemagne

Le fragment des mémoires de M. Gérard que le *Daily Telegraph* a publié hier matin, est particulièrement intéressant. Il nous fait connaître ce que M. de Bethmann-Hollweg n'a jamais voulu révéler : les conditions de paix de l'Allemagne au mois de janvier 1917, c'est-à-dire un mois à peine après le geste théâtral du 12 décembre, où l'empereur Guillaume proposait la paix. Et certes, en les communiquant à l'ambassadeur des Etats-Unis, le chancelier n'avait aucunement de la force de l'assurance de sa validité. Mais il aurait été plutôt tenté d'exagérer ses prétentions. Il aurait été peut-être tenté d'asseoir sa cause sur une base de faiblesse.

Ainsi débute dans l'*Humanité* l'article de Douzelles. Mais la conclusion est plus intéressante, surtout si l'on considère le journal où ces lignes sont imprimées :

Avons-nous des raisons de penser que les conditions de l'Allemagne seraient aujourd'hui très différentes de celles que M. de Bethmann-Hollweg a confiées à M. Gérard ? Il ne semble pas. La motion du Reichstag n'a été acceptée par le nouveau chancelier qu'avec une interprétation dont les pangermanistes ne sont pas satisfaits. Les changements qui ont eu lieu dans le personnel des ministères indiquent que le kronprinz, Hindenburg et Ludendorff ont plus que jamais la direction de la politique allemande, aussi bien que des opérations militaires. Et au Reichstag même, la majorité qui a voté la motion n'existe plus. Il a suffi, semble-t-il, pour la faire disparaître, des succès remportés par les armées allemandes sur le front russe-roumain.

Ainsi débute dans l'*Humanité* l'article de Douzelles. Mais la conclusion est plus intéressante, surtout si l'on considère le journal où ces lignes sont imprimées :

Avons-nous des raisons de penser que les conditions de l'Allemagne seraient aujourd'hui très différentes de celles que M. de Bethmann-Hollweg a confiées à M. Gérard ? Il ne semble pas. La motion du Reichstag n'a été acceptée par le nouveau chancelier qu'avec une interprétation dont les pangermanistes ne sont pas satisfaits. Les changements qui ont eu lieu dans le personnel des ministères indiquent que le kronprinz, Hindenburg et Ludendorff ont plus que jamais la direction de la politique allemande, aussi bien que des opérations militaires. Et au Reichstag même, la majorité qui a voté la motion n'existe plus. Il a suffi, semble-t-il, pour la faire disparaître, des succès remportés par les armées allemandes sur le front russe-roumain.

Est-ce parce qu'il y a trop de papier que le *Bulletin officiel* publie, dans la rubrique « Documents parlementaires », des rapports ne présentant plus aucun intérêt, puisque les lois qu'ils concernent ont été votées ?

(Voir le rapport Chéron sur la loi Mourier, publié des jours après le vote, le rapport Millière-Lacroix sur l'interdiction des avances sur pension, publié dix-sept jours après le vote de la loi.)

Est-ce parce qu'il y a trop de papier que le *Bulletin officiel du ministère de l'Agriculture* s'imprime sur un seul côté, laissant une page blanche au verso de chaque page noire ?

Voici donc l'hypothèse à laquelle M. Clemenceau paraît vouloir s'arrêter personnellement :

Pour se tuer, il faut un motif. Cherchez. Il n'y a point. On peut seulement supposer, en dehors d'Almeyryda, des motifs de souhaiter sa disparition. Ce n'est rien de plus qu'une hypothèse. Mais c'est une hypothèse. Jusqu'ici, il n'y a pas même d'hypothèse de l'autre côté.

Nous en sommes là. Lorsque paraîtra cet article, le gouvernement nous aura peut-être fait part des résultats de son enquête. Puis-je être à autre chose qu'à des impossibilités !

Or, pour une fois, l'article de M. Clemenceau n'a pas été dépassé par les événements. Le rapport officiel sur la mort d'Almeyryda est encore à paraître.

L'Apprenti

La crise du papier

Est-ce parce qu'il y a trop de papier que le *Journal officiel* publie, dans la rubrique « Documents parlementaires », des rapports ne présentant plus aucun intérêt,

Derrière heure

LA MORT D'ALMEREYDA Le rapport médical conclut au suicide

(Communiqué officiel)

M. René Vivian, ministre de la justice, a reçu hier soir 20 août, à huit heures, le rapport médico-légal établi et signé par les docteurs Vibert, Dervieux et Socquet. Le garde des sceaux avait dû se dessaisir il y a trois jours de l'enquête judiciaire entre les mains des experts, afin de leur permettre de rédiger leur rapport. C'est ce qui explique qu'il a dû différer jusqu'à ce jour les sanctions ; on verra plus loin les mesures prises.

Les trois experts, après avoir décrété les constatations matérielles, techniques, médicales faites par eux, tant sur le cadavre de Vigo que dans la salle où se trouvait, constatait sur Vigo l'existence d'une péritionne suppurée et d'une appendicite aigüe le mettant en imminentie de danger de mort ; après avoir déclaré le sillon profond se trouvant sur le côté gauche du cou et interrompu sur une grande partie du côté du cou, les ecchymoses se trouvant sur le côté gauche du corps, et correspondant aux mouvements désordonnés que font les pendus dans leurs convulsions ; constaté que les lacets noués entre eux s'appliquent au sillon ; que ces lacets sont en tresse de fil formant des lacets doubles, par conséquents très résistants, non usagés, presque neufs, tous deux cassés par rupture et non par instrument ; mesurant, l'un qui s'est rompu en deux, 95 centimètres de long, l'autre, qui a été cassé en trois, 96 centimètres ; tous deux sur huit millimètres de large ; après avoir constaté que les lacets avaient été attachés à un barreau du lit et que la seconde a marqué ce barreau au point de faire apparaître parmi certaines éraillures sur le vernis une plaque de métal qui recouvre auverant la peinture ; après avoir constaté que la survie est scientifiquement possible et que, d'après l'enquête menée par les magistrats, elle s'est manifestée par ce fait qu'après la strangulation Vigo a parlé, réclamé un pot de confiture et du raisin, qu'en lui donna, les experts évincent l'hypothèse d'une mort naturelle et celle d'un accident. Envisageant l'hypothèse d'un homicide, ils le repoussent, parce qu'elle ne concorde ni avec les résultats de l'autopsie, ni avec les constatations matérielles, ni avec les données de l'enquête.

Ils envisagent ce premier fait, qu'en cas d'homicide, le sillon autour du cou aurait été ininterrompu, l'assassin ayant saisi tout entier avec le lacet, tandis que le cou porte un sillon sur le côté gauche, interrompu sur une grande partie du côté droit, et ils invoquent cet autre fait qu'en cas d'homicide, la victime se serait débattue, qu'on retrouverait même, au cas de lutte inégale, sur le corps les stigmates de cette lutte que Vigo aurait crié, dénoncé l'attentat, puisqu'il a eu assez de lucidité et de force pour demander des confitures et du raisin.

Cependant, l'un des experts a tenu à noter qu'il se pourrait que l'hypothèse de l'homicide peut être envisagée au cas où il serait démontré que Vigo n'a pu ni se défaire, ni appeler.

Les trois experts évincent l'hypothèse de l'homicide, qu'écartent leurs constatations, et concluent que les constatations par eux faites coïncident, sans aucune exception, de la façon la plus absolue avec la seule hypothèse qu'ils puissent admettre : celle du suicide.

De l'enquête judiciaire, il résulte que, dans la nuit du 12 au 13 août, Vigo aurait tenté trois fois de se suicider à l'aide des lacets de ses bottines ; il a avoué lui-même le fait le matin du 13, à Avril, chargé de lui faire des pigures.

LES SANCTIONS

Des sanctions sont prises contre le médecin et des gardiens de la prison. Le médecin sera déplacé et plusieurs gardiens révoqués.

UNE NOUVELLE PLAINE

Aujourd'hui, par les soins de M. Paul Morel, avocat à la Cour, une nouvelle plainte a été déposée entre les mains de M. Coullard, faisant fonction de doyen des juges d'instruction.

Voici le texte de cette plainte, déposée par Mme Emile-Claire Almerryda, au nom de son fils mineur :

« Monsieur le juge d'instruction,

« J'ai appris que les anciens collaborateurs de M. Vigo-Almerryda avaient déposé, entre vos mains, une dénonciation de l'assassinat commis sur sa personne et une plainte contre un inconnu.

« Au nom de mon fils mineur, Jean Vigo, qui est le fils de M. Vigo-Almerryda et qui a été reconnu par son père et par sa mère, j'ai l'honneur de joindre ma plainte à la plainte portée par M. Claret, M. Fournier et M. Die.

« Je déclare également me porter partie civile à l'instruction que je requière, et j'offre de faire au greffe la consignation qui sera demandée.

« Veuillez agréer, etc... »

LA GUERRE AÉRIENNE

Un raid anglais en Belgique

Londres, 20 août. — L'Amirauté annonce que de nombreuses tonnes de bombes ont été jetées au cours de la nuit du 19 août pour l'aviation navale sur les objectifs militaires suivants : gare Saint-Pierre et Voresgarage de Gand, parc de Thourout, ainsi que sur des dépôts de munitions et les docks de Bruges.

Un raid a été également effectué hier matin sur l'aérodrome de Snellegger, où un coup direct a été observé sur un grand hangar.

A leur retour, nos appareils ont été attaqués par des avions ennemis qui ont été repoussés avec l'aide d'une patrouille d'avion militaire. Un appareil ennemi est descendu désemparé. Tous nos avions sont rentrés indemnes.

LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

LA GRÈVE GÉNÉRALE est terminée

Madrid, 20 août. — Il se confirme que la grève générale a complètement avorté. La tranquillité est maintenant rétablie dans toutes les provinces.

Le ministre de l'intérieur vient de démettre officiellement l'arrestation de la marquise Ayorba, à Vigo, mariée à un socialiste.

Le gouvernement dément également les arrestations du docteur Lluria Macia, à Barcelone, et de M. Unamuno, à Salamanque.

Dans les provinces

Madrid, 20 août. — Les dernières nouvelles de Bilbao annoncent que la tranquillité règne à nouveau dans la ville. Les cinémas et les bals publics sont ouverts ; les jardins des Champs-Elysées offrent le spectacle de la plus grande animation.

De nombreux ouvriers, désireux de reprendre le travail aujourd'hui, ont demandé la protection du gouverneur militaire.

Les souscriptions en faveur des victimes de l'attentat criminel du chemin de fer de Bilbao atteignent déjà une somme considérable. La Société des hauts-fourneaux a

A Saragosse, la tranquillité est également absolue. Les tramways et les voitures circulent normalement.

Les trains circulent sans incident malgré la grande affluence de voyageurs.

Réunion du Conseil des ministres

Madrid, 20 août. — Le conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui. Devant la situation rassurante du pays, il a été décidé de renvoyer dans leurs foyers les soldats mobilisés à la suite du mouvement révolutionnaire.

Le conseil s'est prononcé en faveur de l'ouverture d'un crédit spécial de 77 millions de pesetas destiné à la réorganisation de l'armée de terre.

Le président du Conseil, M. Dato, a fait savoir que la Banque d'Espagne remet 100.000 pesetas pour les orphelins des gendarmes et de tous les fonctionnaires et employés tombés victimes de leur devoir au cours des derniers événements. M. Dato a ajouté qu'une souscription nationale sera ouverte et que cette somme figurera sur la liste en premier lieu.

Dans les milieux politiques, on attache une grande importance au conseil des ministres de ce jour. Il est certain, en effet, qu'en dehors des questions auxquelles il vient d'être fait allusion, celle des sanctions à appliquer aux auteurs du dernier soulèvement, ainsi que celle du maintien de l'état de siège, ont été discutées. Les délibérations continueront d'ailleurs demain.

EN AUTRICHE-HONGRIE

L'empereur Charles à Budapest

Zurich, 20 août. — Un télégramme de Vienne annonce que l'empereur Charles est arrivé à Budapest dimanche soir. — (Radio.)

Une conférence socialiste à Vienne

Zurich, 20 août. — On mande de Berlin que, le 29 août, aura lieu à Vienne une conférence des représentants des partis socialistes des puissances centrales. La situation internationale y sera longuement étudiée. — (Radio.)

Une usine saute près de Québec

Trois cents victimes

Montréal, 20 août. — Une terrible explosion, suivie d'un incendie, s'est produite dans une fabrique de Rigaud, comté de Québec. Les employés du chemin de fer qui viennent du lieu du sinistre rapportent qu'une quarantaine de maisons ont été rasées par la force de l'explosion et qu'une épaisse fumée couvre la campagne environnante. Suivant les dernières nouvelles, le nombre des victimes serait de 300, sur lesquelles il y aurait 250 morts.

Un train de médecins et d'ambulanciers est parti de Montréal pour porter des secours.

« Monsieur le juge d'instruction,

« J'ai appris que les anciens collaborateurs de M. Vigo-Almerryda avaient déposé, entre vos mains, une dénonciation de l'assassinat commis sur sa personne et une plainte contre un inconnu.

« Au nom de mon fils mineur, Jean Vigo, qui est le fils de M. Vigo-Almerryda et qui a été reconnu par son père et par sa mère, j'ai l'honneur de joindre ma plainte à la plainte portée par M. Claret, M. Fournier et M. Die.

« Je déclare également me porter partie civile à l'instruction que je requière, et j'offre de faire au greffe la consignation qui sera demandée.

« Veuillez agréer, etc... »

LA GUERRE AÉRIENNE

Un raid anglais en Belgique

Londres, 20 août. — L'Amirauté annonce que de nombreuses tonnes de bombes ont été jetées au cours de la nuit du 19 août pour l'aviation navale sur les objectifs militaires suivants : gare Saint-Pierre et Voresgarage de Gand, parc de Thourout, ainsi que sur des dépôts de munitions et les docks de Bruges.

Un raid a été également effectué hier matin sur l'aérodrome de Snellegger, où un coup direct a été observé sur un grand hangar.

A leur retour, nos appareils ont été attaqués par des avions ennemis qui ont été repoussés avec l'aide d'une patrouille d'avion militaire. Un appareil ennemi est descendu désemparé. Tous nos avions sont rentrés indemnes.

LA RÉVOLUTION RUSSE

La déportation du tsar

Petrograd, 19 août. — Le gouvernement provisoire communique la note suivante :

Le gouvernement a décidé pour des considérations et des nécessités d'ordre d'Etat, de transférer dans une nouvelle résidence l'ex-empereur et l'ex-impératrice qui sont détenus et surveillés.

La ville de Tobolsk a été désignée comme nouvelle résidence de l'ex-empereur et de l'ex-impératrice qui y ont été dirigés ; toutes les mesures nécessaires de sûreté avaient été prises à cette occasion.

Les enfants et quelques personnes de l'entourage de l'ex-empereur et de l'ex-impératrice se sont rendus avec eux à Tobolsk de leur plein gré et dans les mêmes conditions qu'eux.

Dans les provinces

Madrid, 20 août. — Les dernières nouvelles de Bilbao annoncent que la tranquillité règne à nouveau dans la ville. Les cinémas et les bals publics sont ouverts ; les jardins des Champs-Elysées offrent le spectacle de la plus grande animation.

De nombreux ouvriers, désireux de reprendre le travail aujourd'hui, ont demandé la protection du gouverneur militaire.

Les souscriptions en faveur des victimes de l'attentat criminel du chemin de fer de Bilbao atteignent déjà une somme considérable.

La Société des hauts-fourneaux a

A Saragosse, la tranquillité est également absolue. Les tramways et les voitures circulent normalement.

Les trains circulent sans incident malgré la grande affluence de voyageurs.

Le conseil s'est prononcé en faveur de l'ouverture d'un crédit spécial de 77 millions de pesetas destiné à la réorganisation de l'armée de terre.

Le président du Conseil, M. Dato, a fait savoir que la Banque d'Espagne remet 100.000 pesetas pour les orphelins des gendarmes et de tous les fonctionnaires et employés tombés victimes de leur devoir au cours des derniers événements. M. Dato a ajouté qu'une souscription nationale sera ouverte et que cette somme figurera sur la liste en premier lieu.

Dans les milieux politiques, on attache une grande importance au conseil des ministres de ce jour. Il est certain, en effet, qu'en dehors des questions auxquelles il vient d'être fait allusion, celle des sanctions à appliquer aux auteurs du dernier soulèvement, ainsi que celle du maintien de l'état de siège, ont été discutées. Les délibérations continueront d'ailleurs demain.

Le conseil s'est prononcé en faveur de l'ouverture d'un crédit spécial de 77 millions de pesetas destiné à la réorganisation de l'armée de terre.

Le président du Conseil, M. Dato, a fait savoir que la Banque d'Espagne remet 100.000 pesetas pour les orphelins des gendarmes et de tous les fonctionnaires et employés tombés victimes de leur devoir au cours des derniers événements. M. Dato a ajouté qu'une souscription nationale sera ouverte et que cette somme figurera sur la liste en premier lieu.

Dans les milieux politiques, on attache une grande importance au conseil des ministres de ce jour. Il est certain, en effet, qu'en dehors des questions auxquelles il vient d'être fait allusion, celle des sanctions à appliquer aux auteurs du dernier soulèvement, ainsi que celle du maintien de l'état de siège, ont été discutées. Les délibérations continueront d'ailleurs demain.

Le conseil s'est prononcé en faveur de l'ouverture d'un crédit spécial de 77 millions de pesetas destiné à la réorganisation de l'armée de terre.

Le président du Conseil, M. Dato, a fait savoir que la Banque d'Espagne remet 100.000 pesetas pour les orphelins des gendarmes et de tous les fonctionnaires et employés tombés victimes de leur devoir au cours des derniers événements. M. Dato a ajouté qu'une souscription nationale sera ouverte et que cette somme figurera sur la liste en premier lieu.

Dans les milieux politiques, on attache une grande importance au conseil des ministres de ce jour. Il est certain, en effet, qu'en dehors des questions auxquelles il vient d'être fait allusion, celle des sanctions à appliquer aux auteurs du dernier soulèvement, ainsi que celle du maintien de l'état de siège, ont été discutées. Les délibérations continueront d'ailleurs demain.

Le conseil s'est prononcé en faveur de l'ouverture d'un crédit spécial de 77 millions de pesetas destiné à la réorganisation de l'armée de terre.

Le président du Conseil, M. Dato, a fait savoir que la Banque d'Espagne remet 100.000 pesetas pour les orphelins des gendarmes et de tous les fonctionnaires et employés tombés victimes de leur devoir au cours des derniers événements. M. Dato a ajouté qu'une souscription nationale sera ouverte et que cette somme figurera sur la liste en premier lieu.

Dans les milieux politiques, on attache une grande importance au conseil des ministres de ce jour. Il est certain, en effet, qu'en dehors des questions auxquelles il vient d'être fait allusion, celle des sanctions à appliquer aux auteurs du dernier soulèvement, ainsi que celle du maintien de l'état de siège, ont été discutées. Les délibérations continueront d'ailleurs demain.

Le conseil s'est prononcé en faveur de l'ouverture d'un crédit spécial de 77 millions de pesetas destiné à la réorganisation de l'armée de terre.

Le président du Conseil, M. Dato, a fait savoir que la Banque d'Espagne remet 100.000 pesetas pour les orphelins des gendarmes et de tous les fonctionnaires et employés tombés victimes de leur devoir au cours des derniers événements. M. Dato a ajouté qu'une souscription nationale sera ouverte et que cette somme figurera sur la liste en premier lieu.

Dans les milieux politiques, on attache une grande importance au conseil des ministres de ce jour. Il est certain, en effet, qu'en dehors des questions auxquelles il vient d'être fait allusion, celle des sanctions à appliquer aux auteurs du dernier soulèvement, ainsi que celle du maintien de l'état de siège, ont été discutées. Les délibérations continueront d'ailleurs demain.

Le conseil s'est prononcé en faveur de l'ouverture d'un crédit spécial de 77 millions de pesetas destiné à la réorganisation de l'armée de terre.

Le président du Conseil, M. Dato, a fait savoir que la Banque d'Espagne remet 100.000 pesetas pour les orphelins des gendarmes et de tous les fonctionnaires et employés tombés victimes de leur devoir au cours des derniers événements. M. Dato a ajouté qu'une souscription nationale sera ouverte et que cette somme figurera sur la liste en premier